

**DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES**

Direction des Bâtiments

SR/FB D-22-8754

Guyancourt, le 7 novembre 2023

Affaire suivie par Stéphanie RODRIGUES

Tél. : 01.30.64.21.98

**PROCES-VERBAL DE VISITE**

**DE LA COMMISSION COMMUNALE DE SECURITÉ**

**Visite du 13 octobre 2023**

**OBJET:** Commune de Guyancourt  
Etablissement : **Université de Versailles Saint-Quentin Bâtiments Leclerc A et B**  
**Visite périodique**  
**Adresse :** 3 rue de la Division Leclerc, 78280 GUYANCOURT

**REFERENCE(S) :** Convocation écrite du 14/08/2023 portant le n°: D-23-7406

**Personnes présentes à la commission (nom et titre) :**

Président de la Commission – Adjoint au Maire

- **Monsieur Roger ADÉLAÏDE**

Représentant de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours

- **Lieutenant BRU**

Représentant de la Direction Départementale du Territoire

- **P/O Madame Stéphanie RODRIGUES**

Représentant de Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ou gendarmerie

- /

Secrétariat de la Commission de Sécurité

- **Madame Stéphanie RODRIGUES**

Représentants de la Direction de l'Etablissement visité

- Monsieur Paul BRÉANT, Responsable du Site Leclerc (UVSQ)
- Monsieur Louis KIM-VAISSAIRE, Responsable Sécurité UVSQ
- Monsieur Jérôme BATY, Chargé de Sécurité Incendie
- Madame Caroline GENDREAU, Directrice d'Unité Général CROUS
- Monsieur Frédéric BOULLÉ, Responsable Technique CVC - Sté ENGIE

## OBSERVATIONS

Il incombe au Responsable d'Etablissement d'informer le Secrétariat de la Commission Communale de Sécurité, de la levée des prescriptions mentionnées dans le rapport de visite et faisant l'objet d'un délai de réalisation.

A cet effet, il conviendra d'indiquer par retour de courrier :

- la dénomination de l'établissement,
- la date de Visite de la Commission Communale de Sécurité,
- les numéros et délais fixés des prescriptions,
- les dates de réalisations auxquelles les prescriptions auront été suivies d'effets permettant à la Commission de lever celles-ci.

Affaire suivie par le Lieutenant Jean-Michel BRU

Tél : 01.39.30.56.70

Mail : prevention.sud@sdis78.fr

## **PROCÈS VERBAL DE LA COMMISSION COMMUNALE DE SÉCURITÉ DE GUYANCOURT**

-----  
Visite du 13 octobre 2023

**OBJET :** Commune de GUYANCOURT  
Dossier : Université de Versailles - Saint Quentin en Yvelines - UFR Leclerc  
Bâtiment A - Leclerc (#297-ERP-026/1)  
Bâtiment B - Leclerc (#297-ERP-026/2)  
Affaire : Visite périodique et de réception de travaux  
Adresse : 3 rue de la Division Leclerc

**REF :** Code de la construction et de l'habitation (CCH).  
Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.  
Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public pris par arrêté du 25 juin 1980 modifié.  
Procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité n° 55719 du 6 septembre 2019.

La commission communale de sécurité de GUYANCOURT s'est réunie le 13 octobre 2023 afin de procéder à la visite périodique des bâtiments A et B de l'UFR Leclerc de l'Université de Versailles - Saint Quentin en Yvelines, ainsi qu'à la réception des travaux de remplacement du système de sécurité incendie de catégorie A des bâtiments A et B.

Le "Bâtiment A - Leclerc" est susceptible d'accueillir 977 personnes dont 20 au titre du personnel. Il est classé en type R avec activité de type N de la 2<sup>ème</sup> catégorie.

Le "Bâtiment B - Leclerc" est susceptible d'accueillir 1392 personnes dont 30 au titre du personnel. Il est classé en type R de la 2<sup>ème</sup> catégorie.

Après visite, la commission émet un **avis favorable** à la poursuite de l'exploitation de l'établissement et à la réception des travaux de remplacement du SSI.

Elle demande que le responsable de l'établissement respecte la prescription suivante :

- 1°) Permettre l'alerte sans retard des sapeurs-pompiers à partir d'un dispositif répondant aux exigences suivantes :
  - Il doit être propre à l'établissement et en permanence accessible à l'ensemble du personnel ;
  - Il doit assurer une liaison vocale de qualité et une bonne audibilité lors de la communication d'urgence ;
  - Il doit offrir une fiabilité de fonctionnement, y compris en cas de coupure de l'alimentation électrique de l'établissement, durant une heure au moins (articles MS 70, EL 3, R 32 et note d'information du BPRI n° 2023/23 du 19 septembre 2023)

La commission propose, conformément à l'article GE 4 §3, que le délai pour la prochaine visite soit porté à 5 ans au lieu de 3 ans.

## Rappels de la réglementation

Tenir à jour le registre de sécurité, conformément à l'article R.143-44 du CCH, sur lequel sont portés notamment :

- l'état du personnel chargé du service incendie ;
- les consignes générales et particulières établies en cas d'incendie et notamment celles concernant l'évacuation des personnes en situation de handicap ;
- les dates et les observations éventuelles des divers contrôles et vérifications ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

Le règlement de sécurité impose de faire procéder à la vérification et à l'entretien des installations et équipements techniques par des organismes agréés ou par des techniciens compétents dont notamment :

- le désenfumage (article DF 10) : annuelle. Si désenfumage mécanique et SSI de catégorie A ou B : tous les trois ans par un organisme agréé.
- les installations de chauffage - étanchéité des appareils et des canalisations d'alimentation en combustibles liquides ou gazeux, en fluide frigorigène (article CH 58) : annuelle.
- les installations et les appareils d'utilisation de gaz combustible (article GZ 30) : annuelle.
- les installations électriques (article EL 19) : annuelle.
- les ascenseurs (articles R.134-6 et R.134-11 à R.134-13 du CCH et AS 9) : toutes les 6 semaines (bon fonctionnement), semestriel (câbles), annuel (parachutes et nettoyage) par un technicien compétent et tous les 5 ans par un organisme agréé.
- les appareils de cuisson et l'installation d'extraction des fumées, des buées et des graisses (article GC 22) : annuelle.
- les moyens de secours contre l'incendie (article MS 73) : annuelle. De plus, certaines installations techniques devront toujours être vérifiées par une personne ou un organisme agréé, il s'agit notamment :
  - o Des SSI de catégories A et B : à la réception et tous les trois ans.
- les mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage (clapets, volets, portes, etc. - articles DF 10 et MS 73) : annuelle.
- les installations de filtration (climatisation) (article CH 39 §3) : annuelle ou tous les 3 mois en l'absence d'un système de mesure et d'alarme fonctionnant en permanence.
- les installations techniques de production photovoltaïque d'électricité (article EL 19 et guide UTE C15-712) : annuelle.

Faire reporter sur le registre de sécurité les résultats de ces vérifications ou entretiens (article R.143-44 du CCH).

Lorsque des rapports de vérifications techniques sont établis, ils doivent préciser dans l'ordre des articles du règlement de sécurité, la conformité ou la non-conformité des installations ou des équipements aux dispositions applicables au moment de la construction et de l'aménagement (articles GN 10 §1, GE 8 et GE 9).

Les non conformités mentionnées dans les rapports de vérifications doivent être levées au plus vite par un technicien compétent qui doit dater et parapher ses interventions sur lesdits rapports (article R.143-34 du CCH).

Tenir à disposition de la commission de sécurité les rapports de contrôles techniques et justificatifs permettant de s'assurer que les équipements et installations techniques sont entretenus et maintenus en conformité avec les dispositions réglementaires (article R.143-37 du CCH).

Le responsable de l'établissement doit instruire du personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie (article MS 46). Les personnes désignées doivent être entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie et à l'évacuation du public. Le personnel doit notamment connaître les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap, élaborées par l'exploitant (article GN 8).

Ces compétences doivent être entretenues et testées au travers d'exercices pratiques et réguliers. Le compte-rendu de ces exercices doit être annexé au registre de sécurité (article R.143-44 du CCH).